

## **Commune de Saint Paul Cap de Joux**

### **COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**

#### **SEANCE DU 29 JUIN 2017**

**L'an deux mille dix-sept, le 29 juin, à vingt heures trente**, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **22 juin 2017**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Bernard BARDOU, Michel BELAVAL, Marie-Françoise DURIS, Noël FERRAN, Sophie LACLAVERE, Danielle LANDEZ, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Carole PUYELO, Annie VALERO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Eric VERNHÈRES, Philippe VIALA, Thierry VIALARD.

Absents excusés : Corinne BOUTIÉ.

Secrétaire de séance : Michel BELAVAL.

#### **ORDRE DU JOUR**

1. Dissimulation du réseau France Télécom Avenue de Puylaurens 3<sup>ème</sup> tranche
2. Extension du cabinet médical – Validation des travaux supplémentaires, signature du crédit-bail
3. Régie des droits de place – Modification de l'arrêté de création
4. Personnel communal – Mise à jour du tableau des effectifs
5. Questions diverses

*M. le Maire propose l'approbation du compte-rendu de la séance du 1<sup>er</sup> juin 2017.*

*Le compte-rendu de la séance du 1<sup>er</sup> juin 2017 est adopté à l'unanimité des membres présents.*

*M. le Maire propose d'ajouter à l'ordre du jour la modification du contrat de maintenance du panneau d'information électronique, proposition acceptée à l'unanimité par les membres présents.*

#### **1) Travaux de dissimulation de réseau de télécommunication électronique – Avenue de Puylaurens (3<sup>ème</sup> tranche) (2017/42)**

M. le Maire indique qu'au sens de l'article 4.1 de ses statuts, le Syndicat Départemental d'Energies du Tarn exerce aux lieu et place des collectivités membres, la maîtrise d'ouvrage des travaux de premier établissement et/ou ultérieurs d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunications dans le cadre d'enfouissement coordonné avec celui des réseaux publics d'électricité.

M. le Maire précise que dans le cadre de l'affaire « 15RENF266-JMV2B Dissimulation BT au P Avenue de Puylaurens (3<sup>ème</sup> tranche) », suite à une visite sur le terrain, les services du SDET estiment le montant des travaux de dissimulation de réseaux de télécommunications à la charge de la commune à 26 000 € TTC.

M. le Maire propose au conseil municipal de donner son aval au SDET pour la réalisation de cette opération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte la proposition qui lui est faite. Les crédits nécessaires à la dépense sont prévus au Budget Primitif 2017 ;
- Autorise M. le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires et à viser toutes les pièces administratives et comptables qui se rapporteront à cette opération.

**2) Extension du cabinet médical – Validation des travaux supplémentaires, modification du plan de financement (2017/43)**

M. le Maire rappelle les délibérations n°2017/08 du 16 mars 2017 et n°2017/31 du 1<sup>er</sup> juin 2017 modifiant le plan de financement du projet d'extension du cabinet médical.

M. le Maire propose de valider les travaux supplémentaires et de modifier le plan de financement :

- Electricité (SARL BM chauffage) 2 549 € HT

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide les travaux supplémentaires tels que décrits ci-dessus :
- Modifie le plan de financement comme suit :

Dépenses HT		Recettes	
Maçonnerie/Charpente/Façade	45 324,13 €	Région	26,70% 18 001,86 €
Menuiserie/Intérieur		Département	14,83% 10 000,00 €
SARL PMG		Commune	58,46% 39 414,75 €
Plomberie/Electricité	10 213,00 €		
SARL BM Chauffage			
Peintures	6 104,48 €		
RAU Jean-Pierre			
Honoraires	5 775,00 €		
(architecte, bureaux d'études)			
<b>TOTAL</b>	<b>67 416,61 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>67 416,61 €</b>

- Autorise M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**3) DM n°2 – Extension du cabinet médical – Travaux supplémentaires (2017/44)**

Considérant les travaux supplémentaires relatifs à l'extension du cabinet médical validés par le Conseil municipal, M. le Maire propose de prendre la décision modificative suivante :

Article - Opération	Libellé	Dépenses	Recettes
<b>INVESTISSEMENT</b>			
2313-16009	Extension cabinet médical	3 000,00 €	
21318-16004	Acquisition locaux ancienne gendarmerie	-2 000,00 €	
2128-17007	Réfection plafonds trésorerie	-1 000,00 €	
<b>TOTAL</b>		<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- APPROUVE les virements de crédits indiqués dans les tableaux ci-dessus.
- Autorise M. le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

**4) Modification de l'acte constitutif de la régie de recettes des droits de place (2017/45)**

M. le Maire explique que Mme Anne Deux, trésorière du Centre des finances publiques de Saint Paul Cap de Joux, demande d'actualiser la situation de la régie de recette des droits de place

constituée le 1<sup>er</sup> juin 1951 et modifiée par délibération du Conseil Municipal en date du 12 février 1973.

- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du code général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29/06/2017;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

ARTICLE 1° : Il est institué une régie de recettes des droits de place.

ARTICLE 2° : Cette régie est installée à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux.

ARTICLE 3° : La régie fonctionne du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

ARTICLE 4° : La régie encaisse les droits de place.

ARTICLE 5° : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1° : Chèques ;

2° : Espèces ;

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets.

ARTICLE 6° : L'intervention d'un mandataire suppléant a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

ARTICLE 7° : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 300 €.

ARTICLE 8° : Le régisseur est tenu de verser auprès du comptable public le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7, et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 9° : Le régisseur verse auprès du Maire la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10° : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11° : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12° : Le mandataire suppléant ne percevra d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

## 5) Modification du tableau des effectifs (2017/46)

Considérant la nécessité d'actualiser le tableau des effectifs de la collectivité à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2017 afin de prendre en compte les modifications réglementaires imposées par la nouvelle architecture des cadres d'emplois de la Fonction publique territoriale et notamment les nouvelles dénominations ;

Considérant que la Commission administrative a émis un avis favorable aux propositions d'avancement de grade validées par le Conseil municipal du 2 février 2017 par délibération n°2017/04 ;

Considérant qu'un adjoint technique à temps non complet (27 h) a fait valoir ses droits à retraite en 2016 et qu'il convient de supprimer ce poste.

En conséquence, M. le Maire propose de réactualiser le tableau des effectifs, comme suit :

### **POSTES DE STAGIAIRES ET TITULAIRES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2017**

Grades	Effectif - TC	Effectif - TNC
<b>Filière administrative</b>		
Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe	1	
Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe	1	1 (20 h)
<b>Filière technique</b>		
Agent de maîtrise principal	1	
Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	1	1 (30 h)
Adjoint technique		1 (27 h)
		1 (32 h)
		1 (28 h)
		1 (30.5 h)
		1 (31 h)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide le tableau des effectifs de la collectivité prenant en compte les propositions ci-dessus ;
- Supprime un poste d'adjoint technique à temps non complet (27 h) ;
- Autorise M. le Maire à signer, au nom de la Commune, toutes les pièces se rapportant à cette décision.

## 6) Questions diverses

### **Contrat de maintenance panneau d'information électronique (2017/47) – Annexe 1**

M. le Maire rappelle la délibération n°2017/16 du 26 avril 2017 acceptant la souscription d'un contrat de maintenance avec la société ALOES RED. M. le Maire donne la parole à M. Philippe Viala.

M. Philippe Viala présente la nouvelle proposition de contrat de maintenance annuel pour le panneau d'information d'un montant de 1 400 € HT qui semble plus intéressante sur le long terme et propose de la valider.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte de souscrire un contrat de maintenance annuel avec la société ALOES RED pour un montant de 1 400 € HT ;
- Autorise M. le Maire à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

Cette délibération annule et remplace la délibération n°2017/16 du 26 avril 2017.

### **Rythmes scolaires**

M. le Maire informe que les communes ont la possibilité de revenir à la semaine des 4 jours dès la rentrée prochaine suite à la parution d'un décret.

Les membres du Conseil d'école réuni le 19 juin se sont prononcés favorables à un retour à la semaine des 4 jours.

Dans ce cas il sera nécessaire de revoir l'organisation avec le centre de loisirs.

Une réunion avec les Maires des communes voisines (Damiatte, Teyssode et Viterbe), utilisatrices du centre de loisirs a été organisée, les 3 conseils d'école sont aussi favorables à un retour à la semaine des 4 jours mais seulement à la rentrée prochaine.

Danièle Landez indique que la commission enfance de la CCLPA étudiait la possibilité de mettre en place un bus pour le transport des enfants le mercredi aux centres de loisirs ; ce projet est reporté pour le moment.

M. le Maire regrette ce va et vient alors que l'organisation était calée.

Annie Valéro rend compte du dernier conseil d'école :

- Finalement il y aura plus d'élèves que prévus à la rentrée (un peu plus d'une centaine).
- La sortie scolaire s'est très bien passée

### **Transport scolaire**

M. le Maire informe que le circuit du bus du primaire est supprimé car seulement 2 enfants étaient à plus de 3 km du groupe scolaire.

### **Réseau des écoles**

Annie Valéro rend compte de cette réunion et des actions menées par le RER Val d'Agout ; il n'y a plus de dépenses d'investissements seulement des dépenses de fonctionnement (transport essentiellement).

M. Brabet, inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription de Lavaur, était présent et préconise d'attendre un an avant de revenir sur la semaine à 4 jours.

### **Association Accueil de Loisirs en Pays d'Agout**

Annie Valéro informe que la commune de St Paul Cap de Joux peut avoir 2 représentants au sein du Conseil d'administration.

Danièle Landez est désignée comme seconde représentante.

### **Point sur les travaux**

- Travaux au cimetière : reste à étaler du gravier, le columbarium supplémentaire est commandé.
- Voirie : Michel Belaval indique que le programme communal sera fait vers le 15 juillet, le point à temps sera réalisé en septembre.
- Bernard Bardou signale qu'il manque des panneaux de signalisation ; un recensement sera fait.
- M. le Maire informe que des travaux sur le réseau d'eau du groupe scolaire sont programmés pendant les vacances scolaires pour réparer la fuite d'eau située au niveau de la médiathèque (création d'un réseau d'alimentation par la cour).

### **Sécurité des festivités**

M. le Maire fait part des préconisations reçues de la Préfecture et de la gendarmerie en matière de sécurité lors des manifestations estivales.

L'organisation de ces manifestations a été étudiée avec les présidents des associations concernées, à minima protection des zones avec des barrières et engins en supplément pour le vide-grenier.

### **Feu de la St Jean à Ste Cécile**

120 personnes ont participé au repas, le spectacle, adapté au contexte, a été très apprécié.

## **CCLPA**

Marie-Françoise rend compte des dernières réunions de la communauté de communes :

- Ajout dans les compétences facultatives de la création d'une structure d'accueil collectif de mineur associative par la commune de Fiac
- Attribution des lots du Pôle de santé de Vielmur
- Renégociation de l'ensemble des prêts : gain d'environ 300 000 €
- Groupement de commande pour la téléphonie
- Vente d'un terrain sur la zone d'activités de Frèjeville à une entreprise de messagerie
- Zone d'activités de Borio Novo à Vielmur sur Agout : procédure d'expropriation pour acquérir un terrain
- Modification du régime indemnitaire
- Recrutement d'un chargé de mission en contrat à durée déterminée pour le service OM (actions de sensibilisation) : efficacité discutée, durée de contrat proposée 3 ans, durée validée 2 ans
- Aquaval : création d'emplois saisonniers, validation des tarifs, promenades en calèche autour du complexe
- Office de tourisme : validation des tarifs de vente des produits
- Financement du projet de traitement des pneus sur le laurécinois : 20% du budget à la charge de la CCLPA
- Urbanisme : prescription de la révision de la carte communale de Montdragon (extension Trifyl)
- Convention pour la mise à disposition des minibus : mise en place d'un état des lieux avant et après
- Questions diverses :
  - Projet local technique à Lautrec : M. Didier Viala a pris des renseignements sur le loyer du bâtiment vacant : 550 €/mois (au lieu de 600 €). Après discussion, une visite des locaux est envisagée avant de prendre une décision.  
Eric Vernières trouve aberrant de construire un hangar, même si la CCLPA en avait la capacité financière il est préférable de louer.  
M. le Maire ajoute que la surface du bâtiment en location est supérieure à celle envisagée en construction.
  - Proposition de créer un SIVU avec 9 communes pour préserver et « sauver » la maison de retraite de Montdragon.  
Rachat au prix de l'emprunt, comme il a été fait avec la commune de Vielmur pour la salle des sports (1,7 millions d'euros).  
Le Conseil municipal est favorable à une vente au SIVU dans les mêmes conditions que Vielmur.

Fin de séance.

## **ANNEXE 1**



### **CONVENTION DE MAINTENANCE POUR 1 PANNEAU D’AFFICHAGE Double face *Ville de Saint Paul Cap de Joux***

La Société ALOES RED située au 63/69 rue du Général de Gaulle 78300 POISSY, représentée par Monsieur Sylvain PLÉ.

D'une part,

Et

La Commune de Saint Paul Cap de Joux, représenté par Monsieur Le Maire, Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

#### **Article 1- Description du matériel**

- 1 panneau électronique double face modèle 112x128 – Pitch 10 mm - Graphique Full color.
- la Commune de Saint Paul Cap de Joux aura pris soin d'équiper l'armoire électrique d'un disjoncteur différentiel 30 mA.
- Un logiciel de programmation Optimédia.
- Un module de télésurveillance Opticenter

#### **Article 2 – Objet**

La société ALOES RED s'engage à maintenir les matériels en bon état de fonctionnement.

Pour cela, la société sera amenée :

- a) à contrôler de manière préventive de manière hebdomadaire, le panneau à distance grâce au module de télésurveillance Opticenter.
- b) à intervenir à la suite d'un appel téléphonique, confirmé par courriel, pour identifier les pannes ou dégradations et pour y remédier sous 48 heures. Tout courriel devra comporter le nom de la personne chargée de suivre les panneaux.

#### **Article 3 – Prestations**

Les prestations qu'ALOES RED prendra à sa charge sont :

- Une intervention annuelle préventive comprenant :

a) Les déplacements

La Commune de Saint Paul Cap de Joux fournira une autorisation de stationnement, si nécessaire, pour le véhicule ainsi qu'un laissez passer à la personne chargée de l'intervention.



La Commune de Saint Paul Cap de Joux donnera libre accès au matériel le jour de l'intervention.

b) Les remplacements de pièces défectueuses, usées ou cassées, à la suite d'un usage normal du matériel. Les pièces réputées consommables sont comprises, notamment, les cartes électroniques, les modules d'affichage, les cartes de gestion, les ventilateurs, les fusibles, les joints. Le matériel sera par la même dépoussiéré à l'intérieur et lavé à l'extérieur.

Aloès Red remplacera les LEDs défaillantes (main d'œuvre sur site incluse) sur les afficheurs si plus d'1% des LEDs d'une carte d'affichage sont défaillantes. Aloès Red définit une défaillance quand la LED n'émet plus de lumière. Comme avec tous les afficheurs à LEDs, l'intensité de l'afficheur à LED peut diminuer au point qu'il doit être remplacé même si les LEDs fonctionnent toujours. Cette garantie ne couvre pas la diminution d'intensité des LEDs.

Les prestations, prévues au présent contrat seront exécutées dans les meilleures conditions par du personnel qualifié.

c) La main d'œuvre.

Sont exclues de ces prestations toutes interventions faisant suite à un appel abusif (ne nécessitant pas une intervention immédiate, voire inutile), à une mauvaise utilisation des matériels par les utilisateurs ou par le personnel extérieur à ALOES RED, aux dégradations volontaires ou involontaires, à une usure exceptionnelle (foudre, dégâts des eaux, surtension...), à un choc extérieur, à un bris de glace ou à un vol complet ou partiel, à l'impossibilité de se connecter au panneau à cause d'une anomalie sur la ligne téléphonique, sur la borne Wifi, de l'arrêt de l'abonnement de celle-ci par la commune, à la mise hors tension du panneau au niveau du coffret électrique. ALOES RED n'est pas responsable des problèmes de connexion liés au système informatique, aux virus informatiques pouvant être transmis par l'ordinateur, à la ligne téléphonique, internet, aux raccordements de ligne, prises téléphoniques, à la mise hors tension du panneau au niveau du coffret électrique, etc... ALOES RED ne peut se substituer au fournisseur informatique, Internet du client.

Pour être prise en charge, toute demande d'intervention téléphonique devra être également transmise par mail au service de maintenance d'ALOES RED à <http://mobilier-urbain-aloesred.com/demande-d-intervention.html>; y devront figurer les problèmes constatés.

Concernant le module de télésurveillance Opticenter, ALOES RED ne peut être tenu responsable des défaillances informatiques ne permettant pas la connexion à distance au panneau. ALOES RED ayant installé lors de la pose du panneau la prise de main à distance au panneau.

La responsabilité de la société ALOES RED est limitée aux obligations contractuelles.

La société ALOES RED remettra à la personne concernée à chaque dépannage un rapport d'intervention. Celui ci devra être retourné à ALOES RED dûment signé.

La Commune de Saint Paul Cap de Joux déclare avoir pris toute assurance pour garantir les biens et les personnes.

#### **Article 4 – Prix**

Le coût de la maintenance est de 1400 € HT/an pendant 1 an.

Un coût préférentiel de remplacement en échange standard de l'écran au profit d'une technologie de dernière génération est fixé sur la base de 58 € HT le module.

Ce remplacement à votre demande, sera possible à partir du 60ème mois de la date d'installation de chaque dispositif.





Dans ce prix ne sont pas compris les coûts de location de nacelles, qui font l'objet d'une facturation à part.

La redevance sera payable annuellement d'avance à compter de la date de prise d'effet du contrat et à chaque date anniversaire.

#### **Article 5 – Durée**

Le présent contrat est conclu pour une durée de 2 ans à partir de la date de signature d'effet du contrat.

Si l'une des deux parties venait à ne pas respecter ses engagements, l'autre partie pourrait mettre fin au présent contrat 15 jours après l'envoi d'une lettre recommandée restée sans effet, et ce, sans préjudice de tous dommages et intérêts consécutifs à cette rupture ou aux causes de conditions de cette rupture. L'engagement s'arrêtera au mois en cours.

#### **Article 6 – Compétence juridictionnelle**

Tous les litiges concernant le présent contrat, à défaut d'accord amiable, relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Versailles.

Fait en trois exemplaires à Poissy,

Le

Pour une prise d'effet le 1<sup>er</sup> juin 2017.

La Société ALOES RED

Sylvain PLÉ  
Directeur Général

La Commune de Saint Paul Cap de Joux

Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE  
Monsieur le Maire

